



Pour organiser la résistance des habitants de la rue du Progrès, menacés d'expropriation, Claire Scohier a sonné à toutes les portes



Tour & Taxis : une immense friche au coeur de Bruxelles qui aiguise l'appétit des promoteurs. Tiendront-ils compte des besoins des quartiers populaires riverains ?



700 nouveaux logements vont être construits à Neder-Over-Hembeek, mais les infrastructures et les transports publics absorberont-ils ce nouvel afflux ? Les comités de quartiers se regroupent pour avancer leurs propositions.

Expropriation, gentrification, s

Francine Laurent habite la mal nommée rue du Progrès, à une encablure de la gare de Bruxelles-Nord, dans un quartier multiculturel et populaire, aux trottoirs salis mais à la vie familière. Elle vit ici depuis 44 ans, avec des rails pour jardin et un carrefour à 5 branches pour voisin. En 2005, Francine a reçu un recommandé l'informant de la construction future d'un viaduc en lieu et place de son étroite maison amenée à disparaître, viaduc permettant de dissocier le trafic RER des lignes à grande vitesse. Au total, ce sont trente maisons qui vont être détruites et les 85 ménages y habitant expulsés. « *Mais je ne veux pas lâcher. Je suis attachée au quartier, même s'il se dégrade* », raconte-t-elle. Avec certains de ses voisins, elle a manifesté son mécontentement en l'affichant aux fenêtres, en l'écrivant, en participant à des réunions de concertation. Dans son combat, elle est épaulée par plusieurs associations, dont Inter-Environnement Bruxelles (IEB).

« Nous nous trouvons ici face à un arbitrage entre l'efficacité d'un moyen de transport public servant la collectivité et la préservation de la vie d'un quartier et du droit au logement de ses habitants, explique Claire Scohier, d'IEB. L'étude d'incidences montre que les habitants ne retrouveront jamais des conditions de logement et de loyers équivalentes. Il en va du droit des gens, même précaires, d'habiter la ville ». La chargée de mission a donc sonné à toutes les portes pour organiser la résistance. « *La plupart de ces habitants ne sont pas outillés pour se défendre, et 2/3 sont locataires. Dans le rapport de force, ils se sentent faibles. C'est alors un peu le chacun-pour-soi. Nous avons cependant déjà obtenu certains dédommagements.* »

Spéculation et gentrification à Tour & Taxis

A deux kilomètres de là, même fragilité sociale, mais autres luttes. Pierre Lauwers et Sylvie Eyberg nous accueillent chez eux, dans le quartier Maritime. Ils font partie du Comité de Quartier qui, depuis plusieurs années, avec le BRAL et IEB notamment, combat les projets immobiliers spéculatifs successifs dont fait l'objet le site tout proche de Tour & Taxis. Le dernier en date ? La construction de minimum 220.000 m² de luxueux commerces, logements et bureaux. Le tout habillé d'arguments massue : plus de densité, de mixité, d'écologie, de retour en ville, de qualité de vie, etc. C'est plutôt « durable », non ? Sauf que Sylvie et Pierre ne s'y trompent pas : « *Il y aura une rupture sociale radicale entre le site et son environnement. Comment s'assurer que ce luxe ne va pas stigmatiser davantage la population précarisée avoisinante ? En quoi cela répond-il aux besoins des habitants du quartier ? Les logements ne leur seront pas accessibles. A-t-on besoin d'une galerie commerçante de plus ?* » Et de constater une gentrification, un embourgeoisement : « *Des gens sont arrivés ici parce qu'ils n'ont pas eu le choix. Au fil des ans et des "contrats de quartier" (ndlr : programmes de revitalisation initiés par la Région de Bruxelles-Capitale), ils ont investi leur lieu de vie, le rendant petit à petit plus attrayant. Mais le quartier s'améliorant, il attire des gens plus aisés, donc les loyers augmentent, donc les*

Spéculation : visite guidée dans le Bruxelles de la résistance

plus pauvres partent. On voit ça partout à Bruxelles. » Le Comité de Quartier Le Maritime, plaide donc pour la création de logements sociaux - véritable urgence à Bruxelles - et la conservation d'espaces verts, de respiration. S'ils ont déjà obtenu beaucoup de victoires, cette fois ils ne semblent pas encore avoir été entendus.

Construire des logements, (trop) vite

En remontant vers le Nord, par delà le canal, on quitte progressivement le cœur de la ville et son habitat agglutiné, pour atteindre Neder-Over-Hembeek, zone périphérique aux larges espaces verts. La Ville et la Région ont décidé d'y construire environ 500 logements moyens et 200 logements sociaux. De quoi éponger une infime partie des 170.000 nouveaux habitants annoncés à Bruxelles d'ici 2020, et répondre à quelques-uns des 50.000 ménages qui attendent déjà un logement social.

Cette annonce a évidemment ému de nombreux Hembekois, qui ont été parfois près de 200 à se déplacer aux réunions de concertation. « *Les infrastructures publiques (écoles, crèches...) et les transports publics existants ne permettent pas de répondre aux besoins actuels des habitants. Comment pourraient-ils dès lors répondre à ceux des milliers d'habitants annoncés ?* », s'interroge Olivia Lemmens, d'IEB, qui a

accompagné le processus. D'autant que chacun des lotissements est pensé individuellement. Les comités de quartiers, nombreux à Neder-Over-Hembeek, se sont donc regroupés. Pour faire entendre leurs inquiétudes dans un premier temps, pour apporter une expertise globale ensuite. Pierre Hargot, habitant et membre de la plateforme de coordination des comités : « *Chaque quartier fait rapport aux autres, afin de croiser les infos parcellaires que nous recevons de l'administration, au goutte-à-goutte. Cela permet d'analyser les enjeux et de penser les solutions de façon globale et durable. Nous ne sommes pas contre ces nouveaux logements, mais pas n'importe comment. Echanger aide aussi à réagir de façon moins émotionnelle et plus technique. Cela nous a permis de faire évoluer certains projets. Nous commençons à être entendus.* »

A Neder-Over-Hembeek, Tour & Taxis, rue du Progrès ou ailleurs, la résistance s'organise à Bruxelles. Pour un aménagement du territoire répondant aux attentes spécifiques de ses habitants, de tous ses habitants. Pour une capitale qui ne soit pas que du capital.

Christophe Dubois

Contact et infos complémentaires : IEB et sa revue *Bruxelles en Mouvement* - 02 893 09 09 - www.ieb.be

Pour sauver nos villages

En Thudinie, un village peuplé d'irréductibles Bierçois résiste à l'envahisseur.

Témoignage d'un « simple habitant », qui a décidé de participer à la gestion du territoire de sa commune.

Jean-Noé Dehon nous accueille chez lui, au cœur de Biercée, dans une vieille ferme joliment restaurée, comme on en voit tant dans ce village hennuyer. Pré-retraité, ingénieur civil de formation, il a travaillé pour le lanceur de la fusée Ariane. « *Le territoire n'était donc pas ma préoccupation première. Mais je suis un citoyen et un contribuable, et à ce titre je me sens concerné par ce que l'on fait de mon territoire et de mon argent. Je voulais m'impliquer pour l'intérêt collectif, faire entendre mon avis.* » Et voilà ce borain d'origine, râleur de réputation, élu par ses voisins « représentant de l'espace quartier de Biercée ». « *La ville de Thuin a mis en place en 2002 une politique "d'espaces quartiers", pour susciter la citoyenneté, avoir un dialogue avec la population, faciliter les démarches administratives, etc.* », explique-t-il. Et cela fonctionne assez bien, le voisinage vient souvent frapper à sa porte. Récemment, pour s'insurger contre un projet de construction de 18 habitations, à deux pas de là, au centre du village. D'autant que Jean-Noé est membre de la Commission Consultative communale d'Aménagement du Territoire et de Mobilité (CCATM), en tant que « simple habitant ». « *La commune doit nous consulter pour toute une série de décisions touchant à l'aménagement du territoire. J'essaie de le faire le mieux que je peux.* » L'homme a donc lu beaucoup, avalé les 266 pages de « l'abominable code appelé CWATUPE », le Code civil, la Convention européenne de Florence sur la

préservation des paysages, parcouru les dédales de son administration communale... « *Comme je dois argumenter mes avis, il est bon de s'appuyer sur la législation, or celle-ci est inadaptée, confie-t-il. La zone concernée par le projet est exemplative : c'est actuellement un champ cultivé, mais qui est défini par le plan de secteur comme « zone d'habitat », et estimé à 110 euros le m², contre 1,50 euro le m² pour du terrain agricole. Je comprends la propriétaire, qui veut valoriser son bien et a payé des impôts équivalents à des « terrains à bâtir ». Mais ça va défigurer le centre du village. Biercée dispose d'un habitat essaimé qui lui donne son caractère rural. Il faut le protéger, même si d'aucuns en appellent à une concentration de l'habitat. En 30 ans, la population a doublé. J'aime ma région. Va-t-on laisser la spéculation financière la détruire ?* »

Et d'envoyer un message au politique : « *La législation est inadaptée, parfois incompréhensible, voire contradictoire, il faut avoir le courage de revoir la copie, de voir plus loin que l'assiette fiscale de la commune. Et j'invite les citoyens à demander des comptes à leurs élus, pas seulement tous les 5 ans, mais tous les jours lorsqu'ils prennent une décision. Il faut se réveiller. Ici, les habitants de Biercée l'ont fait, en envoyant près de 150 courriers contre le projet. Ça secoue l'autorité publique.* »

Christophe Dubois